Archives alainberset.ch — copie d'archive
Entretien avec Alain Berset « Alain Berset, avez-vous du pouvoir ? », paru dans Le Matin le 26.04.2015.
Adresse d'origine : http://www.lematin.ch:80/suisse/alain-berset-avezvous-pouvoir/story/16425315
Copie : Internet Archive, capture du 26.04.2015 —
https://web.archive.org/web/20150426221819/http://www.lematin.ch:80/suisse/alain-berset-avezvous-pouvoir/story/16425315

Alain Berset, avez-vous du pouvoir?

Interview

—

Le conseiller fédéral analyse le début d'année électorale et son propre rapport au pouvoir.

Par Ariane Dayer. Mis à jour à 13h59 4 Commentaires

- Imprimer

«L'Histoire m'a plu dès qu'il ne s'agissait plus d'apprendre par cœur.»

«L'Histoire m'a plu dès qu'il ne s'agissait plus d'apprendre par cœur.»
Image: Sebastien Anex

Monsieur le conseiller fédéral, avez-vous vraiment du pouvoir?

Avez-vous du pouvoir?

Comment le définissez-vous?

Comment le définissez-vous, vous?

On peut faire un ping-pong?

Allez, vous êtes devenu conseiller fédéral pour en avoir, du pouvoir?

Bien sûr, au sens de l'influence. Ça n'a jamais été le titre qui m'intéressait mais pouvoir empoigner les problèmes, influencer les choix. Ce pouvoir-là, évidemment je le recherche, mais sans vouloir l'exercer seul, c'est un système très balancé.

Zut alors, vous êtes le plus jeune des conseillers fédéraux, vous pourriez en parler de manière plus assumée, dire: «Oui, le pouvoir, c'est le pied. Ça m'éclate!»

Vous êtes dans le cliché d'un conseiller fédéral qui n'ose pas dire qu'il aime son activité. Je l'aime ce travail, je le dis! Quand j'étais candidat, je n'ai pas dit «Je suis à disposition de mon parti», j'ai dit: «J'ai envie.»

Comment s'exprime cette satisfaction. Quand vous rentrez chez vous le soir, vous vous dites: «Waow, j'ai servi à quelque chose?»

Hier soir, je suis rentré chez moi vers 21 heures, j'ai passé un peu de temps en famille avant que les enfants se couchent, et non, j'ai beau réfléchir, je ne me suis pas dit «waow» en pensant à mon travail au Conseil fédéral.

Ça vaut bien la peine de bosser autant! C'est quand le bonheur?

Tout le temps. Le rythme est incroyable, ce n'est pas un horaire de travail classique, ni une vie très saine. On ne le ferait pas s'il n'y avait pas de satisfaction en contrepartie. Pour moi, il est inimaginable de faire de la politique sans avoir un contact avec les gens. Je rencontre beaucoup de monde, j'écoute les gens, je lis ce qu'ils m'écrivent. Ça me donne des pulsations. Après, j'ai cet immense privilège de pouvoir servir de catalyseur entre les besoins des gens et les projets concrets.

Est-ce vraiment le Conseil fédéral qui a le pouvoir en Suisse?

Il joue un rôle important. Cela se voit dans les moments où il faut aller vite. comme, par exemple, pour le sauvetage d'UBS.

Justement, il s'agissait de sauver une banque, ce sont elles qui ont le pouvoir. Ces dernières années, le Conseil fédéral a travaillé jour et nuit pour elles?

Non, il eût été possible de ne pas intervenir pour UBS. Ce qui a dominé la réflexion, c'est d'agir pour le bien de l'ensemble du pays.

La BNS vient encore de prouver la primauté du secteur bancaire: elle a pris une décision énorme sur le franc sans en avertir le Conseil fédéral?

Oui, mais il y a de nombreux dossiers sur lesquels le Conseil fédéral a une force de propositions très importante sur des domaines qui sont au bénéfice des citoyens: la santé, la culture, la prévoyance vieillesse.

On vous dit surdoué, l'un des «meilleurs tacticiens du Parlement», que vous rêviez déjà de diriger la Suisse quand vous étiez en Pampers, êtes-vous mieux préparé à ce jeu des pouvoirs?

Cette image m'a toujours amusé. J'avais une tout autre idée de mon avenir professionnel. Depuis mon entrée au Parlement, en 2003, qui était une surprise, j'ai beaucoup investi dans la politique fédérale. Quand une matière me plaît, j'aime bien m'y engager complètement. En politique, tout est tellement incertain que, si on veut être sûr d'être malheureux, il faut s'attacher à un seul but. Vous me croirez ou pas, mais je n'ai pas voulu être conseiller fédéral avant que la question ne se pose concrètement. Quand l'occasion s'est présentée, je me suis dit, OK, ça me fait envie.

Mots-clés

- Alain Berset

Signaler une erreur

Vous avez vu une erreur? Merci de nous en informer.

Partager & Commenter

Comment vit-on une année d'élections fédérales quand on est conseiller fédéral: on se met au ralenti?

Non, plutôt en accélération. C'est un moment démocratique fort, qui prépare les quatre ans à venir.

Mais ça paralyse les gros dossiers. L'un des vôtres, par exemple, Prévoyance 2020, n'a aucun intérêt à passer devant le Parlement cette année?

L'année électorale a une influence, c'est vrai, mais je ne parlerais pas de paralysie. Le dossier de la prévoyance vieillesse avance bien.

Vous avez été assez malin pour qu'il ne soit pas agendé cette année pour les débats en plénière?

Intégrer les moments politiques dans la gestion d'un dossier, c'est normal.

L'UDC s'annonce de nouveau gagnante dans les sondages. Pourquoi n'y a-t-il pas, depuis vingt ans, un anti-Blocher en Suisse?

Est-ce vraiment nécessaire? Je ne crois pas. Si vous regardez le rapport gauche-droite de ces trente dernières années, il n'a globalement pas beaucoup évolué. Il y a des reconstructions entre les groupes politiques mais l'équilibre général évolue assez peu.

N'aurait-il pas été utile à la Suisse qu'il y ait une personnalité assez forte pour combattre Blocher?

Et puis quoi? Avec un combat des chefs et le reste du pays qui observe? Ça ne correspond ni à nos institutions ni à notre réalité politique. Cela peut peut-être fonctionner dans un pays qui a un système avec majorité opposition, une langue commune, une centralisation, un espace culturel homogène. Ce n'est pas du tout le cas de la Suisse.

Voir Blocher vieillir, ça vous amuse?

On se voit tous vieillir.

Certes, mais lui paraissait inoxydable…

Ce genre de processus ne se fait pas sur le terrain politique, c'est juste une question de destin personnel.

Après Blocher, l'UDC sera-t-elle affaiblie?

Ce n'est pas une question qui m'intéresse. Ce qui est important, ce sont les réalités qui comptent pour les gens. A quoi penser aujourd'hui pour ne pas se dire, en 2020, qu'on a raté le moment où il fallait se poser la bonne question.

Pour le moment, les thèmes de la campagne semblent de nouveau liés à la sécurité, au rejet de l'étranger. De quoi la Suisse a-t-elle peur?

Il y a une différence qui me frappe toujours entre l'appréciation individuelle que font les gens sur leur propre situation, qu'ils trouvent généralement bonne, et l'appréciation qu'ils font pour le collectif, pour le pays, qui est moins bonne.

D'où vient cette différence?

L'appréciation pour soi-même est conforme à la réalité, on sait analyser dans quelle situation on se trouve. Pour la collectivité, on regarde plus largement ce qui se passe aussi autour de nous. Certains pays voisins ont des défis énormes à relever, ça donne un sentiment plus négatif.

Un conseiller fédéral, ça doit rassurer?

Non, il doit dire la vérité. Nous vivons dans un pays qui a un taux de chômage parmi les plus faibles au monde, une très bonne situation économique. Nous sommes très bien dotés en matière de recherche, d'innovation, de formation. On a plutôt des problèmes de luxe. Ça va tellement bien, par exemple, que le franc est devenu une valeur qu'on recherche, ce qui nous crée des difficultés. Nous avons bien sûr des défis à relever, notamment sur l'accès au bien-être, au progrès social pour tous. Ou en matière de formation, d'intégration, de migration, de relation avec l'Union européenne. Mais nous sommes en mesure d'y répondre.

Il n'empêche que, tous les quatre ans, on se rejoue la scène des élections fédérales avec les mêmes thèmes, sécurité, étrangers. La Suisse patine?

Le rythme global peut paraître lent. Prenez la réforme des assurances sociales. En 2012, j'ai entamé avec le Conseil fédéral une réforme qui touche à la fois premier et deuxième piliers. Fin 2014, le projet a été transmis au Parlement qui a commencé à le traiter en 2015. Ça va peut-être courir sur 2016, 2017, avec une votation populaire en 2018. Il aura donc fallu six ans.

Pendant ce temps, en mars 2013, je suis allé rencontrer à Berlin ma collègue allemande, Andrea Nahles, la ministre des Affaires sociales. Elle m'a expliqué: «La semaine prochaine, avant Pâques, je présente mon projet de réforme au gouvernement, puis ça passera au Parlement, ce sera fini avant l'été.» Un autre rythme: six ans chez nous, cinq mois en Allemagne.

C'est rageant!

Pas forcément. Je l'ai revue cette année. Ils sont déjà en train de corriger les choses dans l'autre sens. Chez nous, il faut se donner le temps, mais, après, c'est très stable. On ne revient pas facilement en arrière.

Au fond, le seul nouveau thème de débat préélectoral, c'est l'histoire. Les partis se disputent sur Marignan pour éviter de parler d'actualité?

C'est un signe de maturité pour une société de se pencher sur l'Histoire et d'en débattre sur le plan politique. J'ai toujours considéré que c'était une grave erreur de considérer la Suisse comme une addition de l'arrière-pays du sud de l'Allemagne, de l'est de la France, de l'ouest de l'Autriche et du nord de l'Italie. C'est ce qui nous menace si nous ne sommes pas en mesure de mener un débat régulier sur nos racines, notre culture. Parler de Marignan, c'est, au fond, évoquer la relation de la Suisse avec l'Union européenne, mais aussi sa place dans le continent, sa neutralité…

Vous parlez de maturité du débat, on en est loin. Aujourd'hui, si on est de droite, on va fêter Marignan, si on est de gauche, on va fêter la fin de la Seconde Guerre mondiale. On nage dans la caricature?

Peut-être mais le débat, c'est sain.

Ça vous amuse que la virile UDC magnifie cette bataille de Marignan où, au fond, les Suisses se sont pris une branlée colossale?

Comment voulez-vous que je réponde à une question comme ça! Je crois qu'ils y voient plutôt le début de la neutralité. On peut en douter d'ailleurs puisque, après la bataille, en 1516, les anciens Confédérés ont signé un traité qui les empêchait de servir à la solde d'autres puissances que les Français. Et ils ont longtemps alimenté la France en mercenaires, ce n'est pas ce qu'il y a de plus neutre. Non, Marignan est surtout à l'origine d'un positionnement des Confédérés par rapport aux puissances qui les entourent.

Vous la situez où, l'origine de la neutralité?

C'est le fruit d'accords beaucoup plus tardifs, dans lesquels les grandes puissances nous ont donné un message clair: «Pas d'extension territoriale, mais soyez en mesure de vous défendre. On ne veut pas que vous serviez de terrain de jeux pour d'autres pays autour de vous.» Pour le reste, je crois que toute la légitimité de nos institutions politiques vient de 1848. La seule révolution libérale qui ait fonctionné en Europe.

Les tentatives d'instrumentalisation de l'Histoire ne vous font donc pas peur?

Il faut évidemment se méfier de l'instrumentalisation. Mais notre démocratie directe et notre sens du débat ont préparé la population: elle est assez mûre pour identifier ce qui fait partie des faits, ce qui fait partie de l'instrumentalisation politique. Le phénomène n'est pas nouveau.

La fixation de nombreuses dates a été le fruit de décisions politiques. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, la date qui était communément retenue comme début de l'histoire des Confédérés était 1307. A la fin du XIXe, le Conseil fédéral a décidé que le Pacte de 1291 serait un point de départ plus approprié. C'était un moment

où la jeune Confédération devait évoluer pour intégrer toutes les forces en présence. On avait révisé la constitution de 1848, on avait introduit le droit de référendum en 1874 puis d'initiative en 1891.

L'idée était de dire: si on veut stabiliser nos institutions, si on veut que cette révolution ne donne pas lieu à d'autres révolutions plus tard, il va falloir évoluer. C'est là qu'on a revisité l'Histoire, qu'on s'est dit qu'on avait des racines communes qui remontaient à 1291, dont on pouvait fêter le 600e anniversaire, ça a joué un rôle important.

Vos enfants sont-ils en train d'apprendre l'histoire suisse?

Le grand, qui a 11 ans, s'y intéresse. Les deux autres sont encore trop petits.

Cette histoire suisse est compliquée. Comment allez-vous faire pour que vos enfants s'y intéressent?

Un des éléments, c'est peut-être de lier cela à des lieux concrets. La bataille de Morat, par exemple. Ce n'est pas loin de chez nous, on est allé une fois faire un pique-nique sur la colline où elle a eu lieu et on en a parlé.

Vous aimiez l'Histoire à l'école?

Pas au début. Il m'a fallu un peu de temps, ça a commencé à me plaire à partir du moment où il ne s'agissait plus d'apprendre par cœur, où l'on pouvait poser une réflexion sur l'Histoire. (Le Matin)

Créé: 25.04.2015, 23h06



Publier un nouveau commentaire

Nous vous invitons ici à donner votre point de vue, vos informations, vos arguments. Nous vous prions d'utiliser votre nom complet, la discussion est plus authentique ainsi. Vous pouvez vous connecter via Facebook ou créer un compte utilisateur, selon votre choix. Les fausses identités seront bannies. Nous refusons les messages haineux, diffamatoires, racistes ou xénophobes, les menaces, incitations à la violence ou autres injures. Merci de garder un ton respectueux et de penser que de nombreuses personnes vous lisent.
La rédaction

☐ J'ai lu et j'accepte la Charte des commentaires.

Caractères restants: 400

4 Commentaires

- Commentaires populaires
- Tous les commentaires

André Kohler

26.04.2015, 14:04 Heures
Signaler un abus 31 Recommandation 5

une petite mafia Répondre

André Kohler

26.04.2015, 13:42 Heures
Signaler un abus 24 Recommandation 4

pas très honnête avec le petit SUISSE Répondre

Voir tous les commentaires

Sondage

Faut-il interdire les transports de produits dangereux par le train?

- Oui, ce sont des bombes roulantes qui traversent villes et campagnes
- Non, le train reste le moyen le plus sûr pour les transporter
- Je n'ai pas d'avis tranché sur la question

Voter

Sondage

La Suisse sacrée pays le plus heureux du monde...

- C'est totalement juste.
- Franchement, cela me paraît un peu exagéré.
- Je n'ai pas du tout ce sentiment.

Voter

Voir l'article

Biens immobiliers

Marché

Recherche immobilière

NPA Chercher

Liens Immobiliers

Déménager
Comparer hypothèques
Habiter

Publier une annonce

Saisir votre annonce

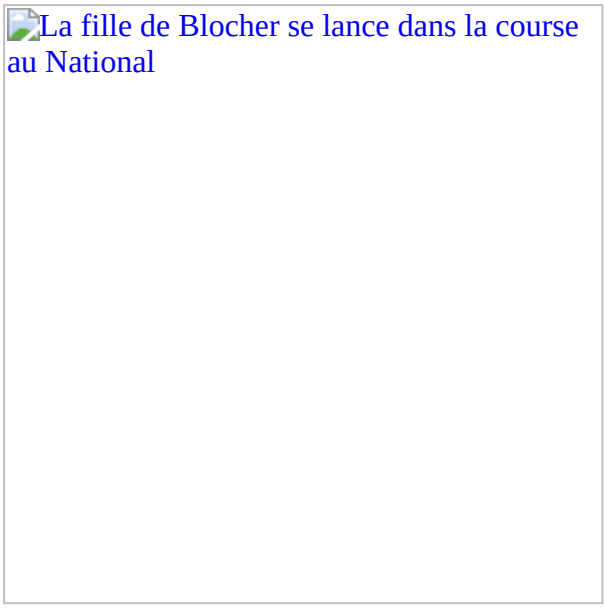
Photovoltaïque: économies d’énergie

homegate Grâce au photovoltaïque, on peut capter l'énergie solaire et l'utiliser. Plus

---

En coopération avec:

Homegate



- **La fille de Blocher se lance dans la course au National**

  Magdalena Martullo-Blocher s'est portée candidate aux Grisons sur une liste UDC.

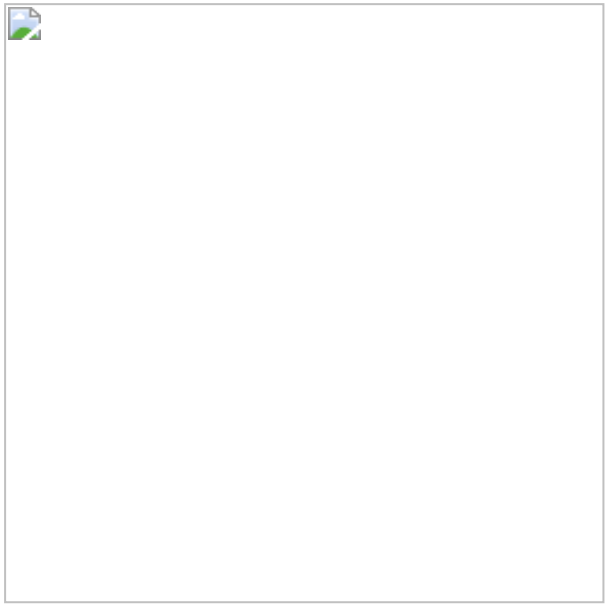
- 

  Vaud sommé de réaliser son registre de fichiers

  La Commission de gestion du Grand Conseil vaudois livre lundi ses 34 observations pour 2014.

Séjour d’exception!

Publireportage

-  Destination sud de France, naturellement privilégiée.

- 
  Plus d'un Suisse sur deux se dit croyant

  Plus d'un Suisse sur deux se dit croyant

  Près de quatre personnes sur cinq (79%) se sentent appartenir à l'Eglise catholique selon un sondage.

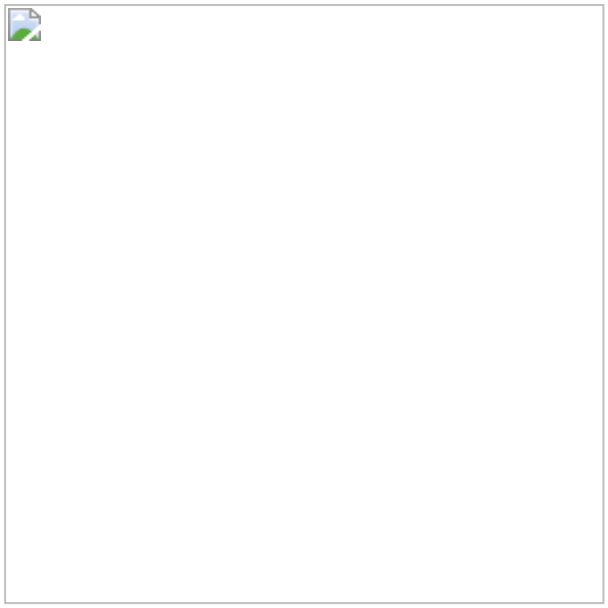
- 
  Le Kosovo dans le top 10 de l'immigration illégale

  Le Kosovo dans le top 10 de l'immigration illégale

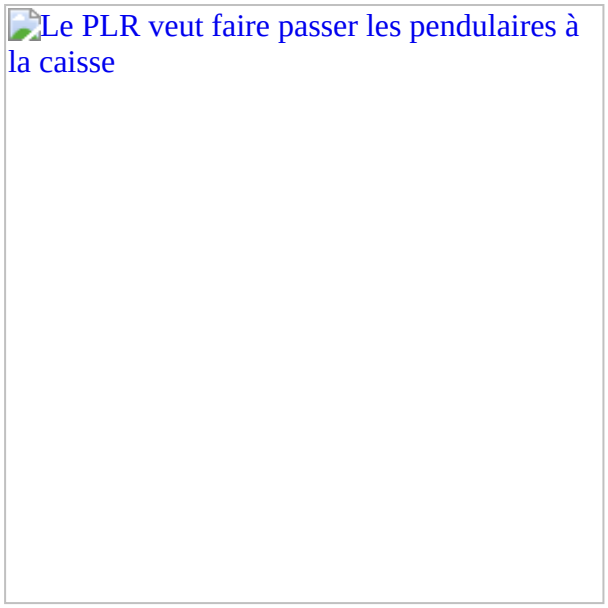
  Entre janvier et mars, les gardes-frontière ont arrêté 3280 migrants illégaux en Suisse.

Programme TV

Services

-  Accédez au programme TV
- 

  Les reportages vidéo du "Matin"
-

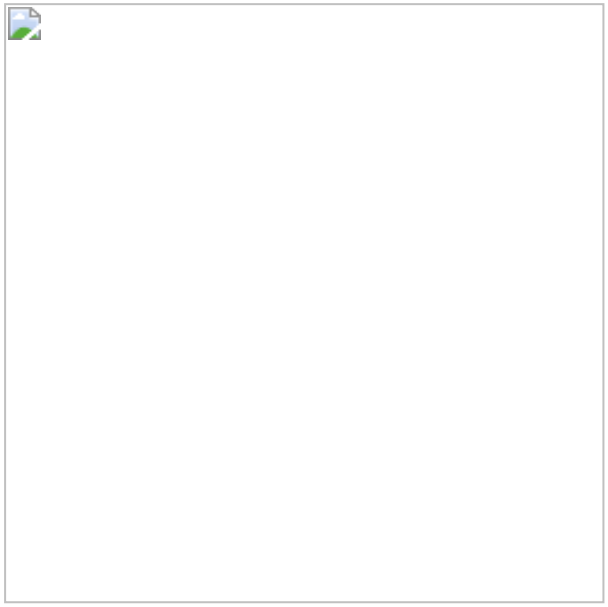
- 
Le PLR veut faire passer les pendulaires à la caisse

  Le PLR veut faire passer les pendulaires à la caisse

  Le PLR et Economiesuisse proposent d'introduire des tarifs majorés selon les trajets et les heures de transport.

BILLETS D’AVION

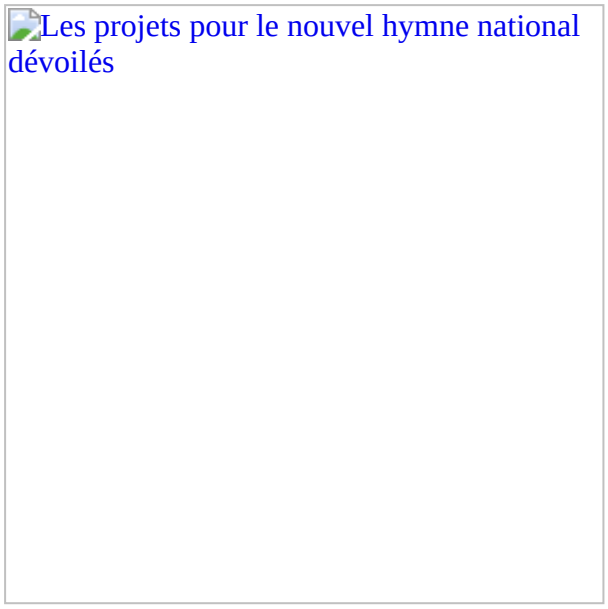
COMPARATIF DE PRIX

- 
Comparez les prix des billets d’avion de vos différents prestataires de voyage et trouvez l'offre la meilleure marché.

- 

  Les CFF prévoient de fermer des guichets

  Les CFF entendent fermer des guichets ces prochaines années.

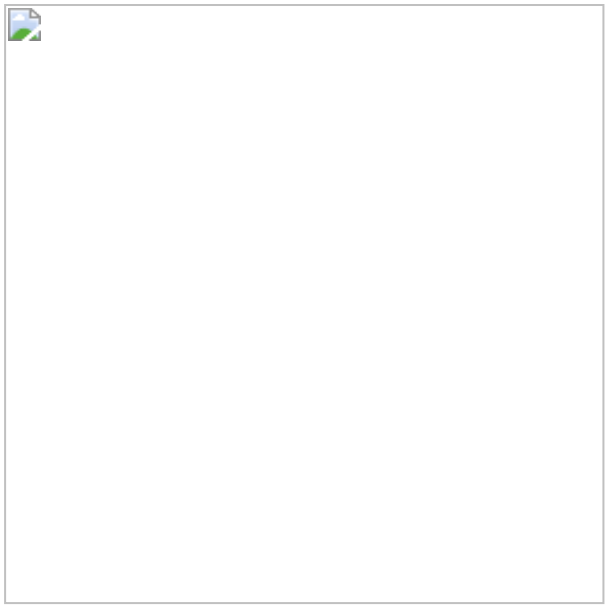
- 

  Les projets pour le nouvel hymne national dévoilés

  Les six projets sélectionnés pour le nouvel hymne national ont été présentés lundi à Berne.

Lentille téléscopique

Suppl. partenaire

-  Mieux voir en un clin d'oeil

- 

Les Suisses sont parmi les Européens les plus heureux

C'est ce que révèle une étude de l'ONU à l'occasion de la journée mondiale du bonheur.

- 
  Les hackers montrent leurs armes

  Les hackers montrent leurs armes

  Les organisateurs de la manifestation Insomni’hack prouvent que le véritable piratage informatique n’a rien à voir avec les clichés.

- 
  L'actu croquée par «Mix & Remix»

  L'actu croquée par «Mix & Remix»

  L'actualité de la semaine vue par le dessinateur préféré des Romands.

© Tamedia Publications romandes SA